

Compte rendu

Ouvrage recensé :

La mondialisation libérale, de Susan George et Martin Wolf (traduit par William Olivier Desmond), Paris, Grasset, 2002, 185 p.

par Danic Parenteau

Politique et Sociétés, vol. 21, n° 2, 2002, p. 165-168.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/000490ar>

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/documentation/eruditPolitiqueUtilisation.pdf>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

La mondialisation libérale

de Susan George et Martin Wolf (traduit par William Olivier Desmond), Paris, Grasset, 2002, 185 p.

Que pouvait-on espérer d'une rencontre autour du thème de la mondialisation libérale entre Susan George, militante de longue date et vice-présidente d'« ATTAC » (« Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens ») et Martin Wolf, éditorialiste du *Financial Times* ? Cette rencontre, qui se voulait un débat entre deux visions du monde, entre deux appréciations de la mondialisation libérale, n'en sera pourtant pas une. M. Wolf savait pertinemment qu'en prenant part à cette rencontre, il n'allait pas s'agir pour lui de soutenir une quelconque conception *in abstracto* de la mondialisation libérale, mais bien de défendre l'état actuel de la réalité (p. 11). On peut d'abord saluer l'intérêt de cette posture. Il est en effet assez rare que les défenseurs de l'ordre établi exposent d'une manière si éclatante la logique qui préside à leur domination du monde. Ce qui n'empêche pas de relever la platitude des vieux procédés argumentatifs utilisés par M. Wolf. Les vieilles sentences « There is no alternative » (p. 7) ou « Il n'y a pas d'autres solutions possibles », qui ont connu leur heure de gloire avec Margaret Thatcher, n'ont rien perdu de leur actualité chez les représentants de l'ordre établi.

La rencontre portait sur plusieurs thèmes : la mondialisation, les bénéficiaires de la croissance, la « taxe Tobin », le mouvement anti-mondialisation, etc. Comme on l'a mentionné, l'essentiel du propos de M. Wolf se résume en une défense de l'état du monde actuel. Les arguments avancés par S. George n'ont rien de nouveau et trouvent ailleurs une exposition plus vigoureuse (*Le Rapport Lugano, Remettre l'OMC à sa place, Famine et pouvoir dans le monde*, etc.).

La diversité des thèmes abordés et leur caractère actuel ne permettent toutefois pas de cacher le radotage constant mis de l'avant par M. Wolf. Or l'astuce du procédé « There is no alternative » est aussi rapidement apprise qu'elle est facile à pratiquer. Est-ce peut-être pour cela qu'elle est toujours si dominante ?

Pour M. Wolf, la mondialisation libérale (il préfère parler, à la p. 16, d'« intégration économique internationale ») serait un processus inévitable : « Je maintiens que tout le monde finira par s'intégrer à l'économie de marché » (p. 132). Qu'on le veuille ou non, que l'on s'y oppose ou non, la mondialisation libérale finira par triompher. L'économie est suprême et triomphante. L'inévitabilité n'a jamais effrayé les nantis. Ainsi, les antimondialistes ont bien tort d'exagérer le rôle des institutions internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international ou l'Organisation mondiale du commerce (p. 184) dans le processus de mondialisation libérale. Tous ces acteurs ne seraient rien de plus que des « agents » d'un processus qui les dépasserait largement et contre lequel ils ne pourraient rien. Par le fait même, toute action qui chercherait à attaquer ces organisations serait vaine. La protestation ne change pas le monde ; c'est le monde qui change de lui-même et

par lui-même. Par exemple, selon M. Wolf, l'émancipation des femmes depuis une cinquantaine d'années ne doit pas être perçue comme l'aboutissement de combats féministes, mais bien comme une simple « conséquence des changements économiques » (p. 151). De la même manière, l'augmentation importante des salaires des travailleurs durant ce siècle ne serait pas le fruit de combats syndicaux, mais simplement un « ajustement » de l'économie de marché : cela s'est produit « automatiquement » (p. 122). L'économie étant suprême et le processus de mondialisation libérale étant un processus économique, celle-ci est donc inévitable.

De plus, selon M. Wolf, il ne faudrait pas exagérer la gravité des problèmes que fait peser la mondialisation libérale sur les sociétés actuelles. La vision des choses qu'offre S. George et ses partisans antimondialistes serait « cataclysmique » (p. 183). La mondialisation libérale serait plutôt bénéfique pour tous. La prolongation de l'espérance de vie dans les pays du Sud depuis le début du siècle serait un exemple des bienfaits apportés par la mondialisation. Certes, M. Wolf reconnaît tout de même l'existence de certaines inégalités, mais celles-ci — et les antimondialistes ont encore là tendance à les exagérer — ne sont pas si graves. Elles ne seraient en fait qu'un simple mauvais moment à passer sur la voie de la prospérité. Une économie plus libérale serait plus prospère « pour presque tout le monde, au bout d'un délai raisonnable » (p. 47). Après les sacrifices, en somme, la prospérité.

Poursuivant son apologie de la réalité, M. Wolf est toutefois prêt à reconnaître une certaine responsabilité de la mondialisation libérale dans les problèmes majeurs de ce monde. Cependant, si la mondialisation doit être tenue, d'une certaine manière, responsable des inégalités, ce n'est pas, comme l'affirment les antimondialistes, parce qu'elle aurait « affaibli » encore plus les plus faibles, mais bien plutôt parce qu'elle aurait d'abord bénéficié à ceux qui se sont engagés dans ce processus de libéralisation. Si des pays sont pauvres, c'est qu'ils se sont jusqu'à présent *refusés* à la mondialisation libérale : « Le principal problème des pays les plus pauvres et les moins développés du monde n'est pas qu'ils sont trop intégrés à l'économie mondiale, mais qu'ils ne le sont pas assez » (p. 14); « En conclusion, le fossé entre les riches et les plus pauvres s'est creusé parce qu'un grand nombre de pays n'ont pas su exploiter les possibilités de croissance qui se présentaient à eux » (p. 66). S'il y a des pauvres, c'est donc parce qu'ils *ont choisi* d'être pauvres. En effet, selon M. Wolf, tous les États auraient la liberté de choisir : « il vaut mieux que chaque pays choisisse librement d'adopter la politique qui lui paraît la meilleure. S'ils se trompent, ce qui arrive toujours, qu'ils en assument les conséquences » (p. 33); « J'ai toujours estimé que dans l'ensemble, il valait mieux que chaque pays fasse son choix, quitte à ce qu'il soit mauvais » (p. 113); « Personne ne force un pays à accepter les investissements d'une multinationale » (p. 41). Ainsi, la mondialisation libérale serait, d'une part, un processus *inévitabile* en même temps que, d'autre part, tous les États — et même et surtout les plus faibles d'entre eux — pourraient prétendre à la *liberté* de leur choix. Bref, les pauvres sont pauvres parce qu'ils ont choisi d'être pauvres et les riches sont riches en raison d'un processus dont ils ne peuvent être tenus responsables.

Une telle logique, quand elle est appliquée au rôle des institutions financières mondiales, tient du grotesque. Selon M. Wolf, ces institutions devraient se restreindre à ne pas s’immiscer dans la politique des États auxquels elles accordent des prêts : ces institutions « n’ont pas le droit de refuser un prêt pour des motifs politiques » (p. 102). Les États sont souverains. On pourrait saluer ce principe si celui-ci n’était accompagné d’une consigne au sujet de l’annulation des dettes, thème à propos duquel S. George est plus agressive. Lorsqu’il est question d’annulation de dettes, M. Wolf considère qu’il est alors tout à fait nécessaire de distinguer les bons des mauvais élèves : « il faut mettre à part ceux qui ont un gouvernement qui gère plus ou moins le pays dans l’intérêt de sa population avec des perspectives raisonnables de réussite » (p. 81). Ainsi, prêtons indistinctement à tous les États, peu importe la nature de leur régime politique, mais intervenons vigoureusement lorsqu’il sera temps d’annuler cette dette, cela en distinguant les bons des mauvais régimes.

Pour ceux qui cherchent à le préserver en son état actuel, il est tout à fait approprié de minimiser la gravité des problèmes majeurs qui pèsent sur le monde, mais il est encore plus efficace de faire montre d’une certaine ouverture en évoquant une solution, la seule possible, dont l’extrême radicalité aura pour effet certain d’amener même les plus radicaux des antimondialistes à se résigner au *statu quo*. M. Wolf affirme ainsi : « Ce à quoi nous devons donc réfléchir est d’une *radicalité absolue* : un processus qui mettrait un terme à la croissance dans les pays développés » (p. 137 — je souligne). Puisqu’on ne peut que refuser une solution si radicale, le *statu quo* est ainsi le choix le plus sensé. Il n’y a pas d’autres solutions possibles puisque la seule qui s’offre est en soi impossible.

En faisant l’éloge de la liberté — pour les fautifs — et de l’inévitabilité de la mondialisation libérale — pour tous les autres —, M. Wolf parvient ainsi, d’un côté, à accuser ceux qui n’ont pas fait les bons choix — les pauvres — et, de l’autre, à contester la valeur de la protestation menée par les groupes antimondialistes. Malheureusement, S. George n’a pas su adéquatement éviter ce piège argumentatif, dans la mesure où elle a cherché à *défendre*, à expliquer la faute des pays pauvres (p. 66). Or, expliquer la faute, c’est admettre qu’il y a eu faute. S. George avait très tôt parlé — et il aurait été préférable qu’elle en fasse le cœur de son argument — de la question du rapport de force. Comment un pays pauvre peut-il sérieusement être considéré comme libre, alors même que les multinationales, lesquelles ont un poids économique équivalent à plusieurs de ces petits pays, seraient elles-mêmes totalement démunies face au processus inévitable de la mondialisation ? Ce n’est pas seulement en proposant un nouveau monde et encore moins en ne faisant que relever les défauts du présent que l’on pourra parvenir à le changer, mais bien en désamorçant la logique de ceux qui ont tout avantage à le garder tel qu’il est. Désamorcer dès le début cet argument du « There is no alternative » — qui n’a par ailleurs rien de nouveau — aurait ainsi permis d’aborder l’enjeu véritable de ce débat, celui de la confrontation autour de la mondialisation libérale.

Pour conclure, ce petit livre, à défaut de véritablement permettre l’exposition du projet soutenu par S. George, aura permis d’apprécier d’une manière

succincte, aux moyens d'exemples contemporains, et dans toute sa vitalité, l'impitoyable argument libéral du « il n'y a pas d'autres solutions possibles ». Or désamorcer cet argument, c'est déjà prouver qu'un autre monde est possible.

Danic Parenteau
Université de Paris I (Panthéon Sorbonne)

Kosovo : les mémoires qui tuent. La guerre vue sur Internet

de Chantale Quesney, Québec/Paris, Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, 2001, 211 p.

Chantale Quesney poursuit des études doctorales à l'UQAM et est rattachée au Centre d'histoire des régulations sociales. Son ouvrage reprend certains éléments de différentes communications présentées lors de colloques organisés par le ministère de la Défense. Il comprend quatre parties en plus de l'introduction et de la préface de Louise Arbour, juge à la Cour suprême du Canada et ancienne Procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Il vise à montrer les liens étroits établis entre mémoire collective ou sociale, histoire, identité, nation, représentations de l'Autre et guerre dans un médium d'information : Internet. L'auteure a constaté que la plupart des sites Web consultés, serbes ou kosovars, comportaient des présentations de certains événements historiques.

On a souvent rappelé au moment du conflit qui a suivi la décision de l'OTAN de bombarder l'ex-Yougoslavie en mars 1999 que dix ans plus tôt le président yougoslave Slobodan Milošević avait retiré le statut d'autonomie aux provinces du Kosovo et de la Vojvodine, suscitant méfiance et mécontentement. L'auteure met l'accent sur la mémoire, constituante de l'histoire, pour comprendre sinon expliquer la teneur des rhétoriques serbe et kosovare utilisées à travers Internet pendant tout le conflit. Elle tente de souligner les limites inhérentes à l'histoire, comprise comme construction et comme discipline. La guerre du Kosovo aura constitué la première « cyberguerre » en ce sens que « pour la première fois [...] on aura vu les hostilités d'un conflit d'une envergure internationale s'étendre avec une telle ampleur jusqu'à l'espace cybernétique » (p. 20).

L'auteure établit un lien dans le premier chapitre entre les caractéristiques d'Internet et la montée de l'intérêt et de l'attrait engendrés par ce médium, qui offre simultanément liberté, interactivité, profusion et vitesse (p. 21). Elle montre bien que la profusion d'informations n'amène pas nécessairement la qualité et la diversité du contenu. Par ailleurs, l'absence de hiérarchie entourant le choix par les institutions en place d'un agenda informationnel ou d'un autre, tendrait à créer un flou autour des informations fallacieuses ou « véridi-